



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Ressources Humaines

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PASTOR, Joël VERA.

Ressources Humaines - Elections Professionnelles 2018 - Composition du Comité Technique (CT) et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) - Approbation

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Les articles 8 à 10-1 et 28 à 33 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 organisent au sein de la Fonction Publique Territoriale la création et le fonctionnement des instances paritaires consultatives permettant la mise en œuvre du droit de participation des fonctionnaires notamment pour les Comités Techniques et les Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail. Ces dispositions ont été modifiées par la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.

1 – Le Comité Technique

Un Comité Technique est créé dans chaque collectivité ou établissement affilié ou non à un centre de gestion, et employant au moins 50 agents titulaires ou non titulaires (à temps complet ou non).

Son rôle est de permettre aux fonctionnaires de participer, par l'intermédiaire de leurs délégués siégeant dans les organismes consultatifs, à l'organisation et au fonctionnement des services publics.

Le Comité Technique est appelé à donner un avis sur les questions relatives :

- à l'organisation et aux conditions générales de fonctionnement des services de Montpellier Méditerranée Métropole,
- aux programmes de modernisation des méthodes et techniques de travail et à leur incidence sur la situation du personnel,
- à l'examen des grandes orientations relatives aux effectifs, emplois et compétences de Montpellier Méditerranée Métropole,
- à l'établissement du plan de formation et sa mise en œuvre, à l'insertion et à la promotion de l'égalité professionnelle,
- à des sujets d'ordre général intéressant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail,
- à l'action sociale,
- aux modifications en hausse ou en baisse du nombre d'heures de service hebdomadaire afférent à un emploi à temps non complet,
- aux suppressions d'emploi,
- aux demandes d'agrément en matière de contrat d'apprentissage,
- aux questions relatives au régime indemnitaire.

Le Comité Technique doit également avoir connaissance d'un certain nombre de matières :

- le nombre de fonctionnaires mis à disposition auprès d'autres administrations,
- l'emploi des handicapés,
- le déroulement des contrats aidés,
- le rapport sur l'état de la collectivité.

Le Comité Technique est composé de deux collèges, celui des représentants de la collectivité et celui des représentants du personnel. Les représentants titulaires sont en nombre égal à celui des représentants suppléants. Les représentants de la collectivité sont désignés par le Président parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de la collectivité. Le Comité Technique est présidé par le Président de l'établissement ou son représentant. Il ne peut être désigné que parmi les membres de l'organe délibérant.

Les membres représentant sont élus pour 4 ans au scrutin de liste à un seul tour avec représentation proportionnelle.

Le Comité Technique doit tenir au moins deux séances dans l'année.

Les élections professionnelles auront lieu le 6 décembre 2018.

Compte tenu des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2018, le nombre de représentants titulaires doit être compris entre 7 à 15 représentants par collège.

Après avoir réuni les organisations syndicales représentées au sein de Montpellier Méditerranée Métropole le 23 janvier et le 23 mars 2018, et après avis du Comité Technique en date du 17 avril 2018, il est proposé pour la composition et l'organisation du prochain Comité Technique :

- de fixer à 12 le nombre de représentants du personnel titulaires et à 12 le nombre de représentants suppléants élus au suffrage direct sur les listes présentées par les organisations syndicales ;
- de maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
- de recueillir, par le Comité Technique, l'avis des représentants de la collectivité.

	Représentants du personnel		Représentants de la collectivité	
	Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants
Comité Technique	12	12	12	12

Par ailleurs, conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 46,17 % et la part d'hommes à 53,83 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

2 – Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

En application de l'article 33-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et de l'article 27 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, les collectivités sont tenues de créer un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, dans les mêmes conditions que celles prévues pour le Comité Technique par l'article 32 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail a été créé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue depuis Montpellier Méditerranée Métropole, par la délibération n°5928 du 29 juin 2004. Il est appelé à donner un avis sur les questions relatives :

- à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents,
- à l'amélioration des conditions de travail, notamment en vue de faciliter l'accès des femmes à tous les emplois et de répondre aux problèmes liés à la maternité,
- à l'observation des prescriptions légales prises en ces matières,
- à des projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail,
- à des projets d'introduction de nouvelles technologies lorsqu'elles sont susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé et la sécurité des agents,
- à des projets relatifs à la remise ou au maintien au travail des accidentés ou des travailleurs reconnus handicapés, en particulier, sur les mesures destinées à permettre le reclassement des agents reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,
- au rapport annuel écrit faisant le bilan de la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail du ou des services et des actions menées au cours de l'année écoulée,

- au programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail,
- au rapport annuel établi par le service de médecine préventive.

Le renouvellement des représentants du personnel se fera lors des élections professionnelles du 6 décembre 2018. La désignation des représentants du personnel s'établira sur la base des résultats aux élections des représentants du personnel au Comité Technique.

Les organisations syndicales désigneront librement les représentants du personnel au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité au Comité Technique.

Les opérations de désignation devront être achevées dans le délai d'un mois suivant la date des élections des représentants du personnel au Comité Technique, soit le 6 janvier 2019.

Le nombre de membres titulaires des représentants du personnel doit être compris entre 3 et 10 dans les collectivités employant au moins 200 agents, ce qui est le cas de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a autant de représentants titulaires que de suppléants.

Après avoir réuni les organisations syndicales représentées au sein de Montpellier Méditerranée Métropole le 23 janvier et le 23 mars 2018, et après avis du Comité Technique en date du 17 avril 2018, il est proposé pour la composition et l'organisation du prochain Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail :

- de fixer à 10 le nombre de représentants du personnel titulaires et à 10 le nombre de représentants suppléants désignés par les organisations syndicales ;
- de maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
- de recueillir, par le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, l'avis des représentants de la collectivité.

	Représentants du personnel		Représentants de la collectivité	
	Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants
CHSCT	10	10	10	10

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer pour le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail le nombre de représentants du personnel comme indiqué ci-dessus ;
- maintenir pour le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
- recueillir, par le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail les avis des représentants de la collectivité ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à établir ou compléter par arrêté la composition de ces différentes instances paritaires ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-40115-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.